



DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En Exercice	Ont pris part à la délibération
11	10	9

Après avoir entendu l'exposé du Maire, le Conseil Municipal :

- Dans ses conclusions, ne retient pas les recommandations émises par le commissaire enquêteur.
- **Approuve la Carte Communale**, telle qu'elle est annexée à la présente délibération.
- Décide de transmettre la Carte Communale au Préfet pour approbation.
- Dit que les autorisations d'occupation du sol continueront d'être délivrées au nom de la Commune.

La présente délibération :

- sera transmise au Préfet pour approbation,
- après approbation du Préfet fera l'objet :
 - d'un affichage en Mairie pendant un mois ;
 - d'une publication dans un journal du Département dans les deux mois de cette approbation.

La Carte Communale approuvée par le Conseil Municipal et le Préfet sera tenue à la disposition du public à la Mairie aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi qu'à la Préfecture.

La présente délibération produira ses effets juridiques dès l'exécution de l'ensemble des mesures d'affichage et de publicité visées ci-dessus, après l'approbation préfectorale.

Certifié exécutoire
à compter du 15. OCT. 2012
Le Maire,



RANCHOUP Philippe
Signature et cachet



Fait et délibéré en Mairie, les jours, mois et an que dessus,
Pour copie conforme,



19 NOV. 2012

SERVICE DU COURRIER

38119 ISÈRE

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

(Extrait du Registre)

Page
1/2

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En Exercice	Ont pris part à la délibération
11	10	9

Date d'affichage
18/10/2012

L'an Deux Mil Douze
et le Vingt cinq Octobre

le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur RANCHOUP Philippe

Présents : RANCHOUP – CAVAGNA – PANCHAUD – RIPPERT –
– POMMIER – BASTRENTA – BONNET – GUILLOUD –
NORMAND.

Absent : MAUMUS.

Secrétaire de séance : Damien BASTRENTA

Date de la convocation
18/10/2012

Objet de la délibération
**APPROBATION DE LA
CARTE COMMUNALE.**

VU les articles L.124.1 à L.124.4 et R.124.1 R.124.8 et suivants du Code de l'Urbanisme, relatifs aux Cartes Communales.

VU la délibération en date du 05 Novembre 2009 prescrivant l'élaboration de la carte communale.

VU l'arrêté municipal en date du 12 Juin 2012 mettant le projet de carte communale révisée à l'enquête publique.

VU l'enquête publique à laquelle, il a été procédé du 29 Juin 2012 au 31 Juillet 2012.

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur.

VU la réunion d'examen du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, en date du 23 octobre 2012, avec les services de l'Etat (DDT).

CONSIDERANT que les recommandations étudiées par le commissaire enquêteur, concernant les demandes n° 3 et 4, ne peuvent être retenues sans mettre en cause les principes de lutte contre l'étalement urbain et les objectifs de développement démographique maîtrisé, affichés par la Commune.

CONSIDERANT que le projet de carte communale tel qu'il est présenté au Conseil Municipal peut être approuvé, conformément aux articles L 124-2 et R 124-7 du code de l'urbanisme.

CONSIDERANT les recommandations portant sur l'observation n° 3 et entre autre, en contradiction avec le principe de continuité de l'urbanisation, posé par l'article L 145-3 du code de l'urbanisme.

CONSIDERANT que l'objet de la présente délibération n'est pas de se prononcer sur l'opportunité de mettre en œuvre un P.L.U., mais sur l'approbation de la carte communale révisée.



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS

BUREAU DU DROIT DES SOLS ET DE L'ANIMATION JURIDIQUE

AFFAIRE SUIVIE PAR :

Micheline ROL

☎ 04.76.60.34.07

📠 04.76.60.32.31

✉ micheline.rol@isere.pref.gouv.fr

ARRETE N° 2013 017-0001

Portant approbation de la révision n°1 de
la carte communale de VILLARD-SAINT-CHRISTOPHE

LE PREFET DE L'ISERE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 124 - 1 à L. 124 - 4 et R. 124 - 1 à R. 124 - 8;

VU l'arrêté préfectoral n°2003-06055 du 13 juin 2003 approuvant la carte communale de VILLARD-SAINT-CHRISTOPHE;

VU la délibération du conseil municipal de la commune de VILLARD-SAINT-CHRISTOPHE en date du 5 novembre 2009 prescrivant la révision de la carte communale de 2003;

VU l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 29 juin 2012 au 31 juillet 2012 et le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur qui a émis un avis favorable au projet de carte communale révisée de la commune de VILLARD-SAINT-CHRISTOPHE;

VU la délibération du conseil municipal en date du 25 octobre 2012, approuvant le projet de carte communale révisée de VILLARD-SAINT-CHRISTOPHE;

VU le projet de carte communale révisée de VILLARD-SAINT-CHRISTOPHE reçu en préfecture le 19 novembre 2012;

VU le rapport du Directeur départemental des Territoires en date du 4 janvier 2013;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Isère;

ARRÊTE

Article 1er : La carte communale révisée de VILLARD-SAINT-CHRISTOPHE est approuvée.

Article 2 : Le présent arrêté, ainsi que la délibération du 25 octobre 2012 du conseil municipal approuvant la carte communale révisée, seront affichés en mairie de la commune de VILLARD-SAINT-CHRISTOPHE pendant un mois. Le dossier de la carte communale révisée ainsi approuvée pourra être consultée à la mairie de VILLARD-SAINT-CHRISTOPHE aux jours et heures habituels d'ouverture au public et à la Préfecture de l'Isère (du lundi au vendredi de 14 heures à 15 heures 30 et sur rendez-vous, au bureau du droit des sols et de l'animation juridique).

Le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Isère. Mention de l'affichage en mairie fera l'objet d'une insertion dans le Dauphiné Libéré.

Article 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de l'Isère et Monsieur le Maire de la commune de VILLARD-SAINT-CHRISTOPHE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au Directeur départemental des Territoires.

Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble et/ou d'un recours gracieux auprès du Préfet dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Grenoble, le

16 JAN. 2013

Le préfet

Pour le Préfet et en remplacement
le Secrétaire Général

Frédéric PERIGAT